

Médiatiser les sexualités / *Mediating sexualities*
Les politiques sexuelles de la production et de la régulation des médias
Colloque bilingue, international et interdisciplinaire
Université de Lille, 3-4 novembre 2020
Appel à communication

Les anciens comme les nouveaux médias sont souvent critiqués pour la manière dont ils donnent à voir la sexualité. Les mouvements conservateurs s'opposent traditionnellement à la diffusion de représentations « déviantes », au nom des « valeurs familiales » et de la « protection de la jeunesse ». Les mouvements féministes et LGBTQI s'attaquent quant à eux à la division sociale du travail au sein des industries médiatiques ainsi qu'aux normes culturelles qui organisent à la fois les régimes de représentation et les systèmes de régulation des contenus. Parmi d'autres exemples, la censure de la nudité féminine sur les réseaux socio-numériques et l'euphémisation du lesbianisme dans le traitement journalistique de la Coupe du Monde Féminine de football ont récemment été au cœur d'importants débats concernant la représentation médiatique des corps et des sexualités des femmes.

Il est désormais assez courant de traiter de ces questions dans les universités anglophones, où les recherches sur les médias et les sexualités sont passées par un processus d'institutionnalisation. Si ce domaine de recherche se développe actuellement en France, la sexualité reste considérée comme un objet « sale » en sciences de l'information et de la communication, qui entache la légitimité scientifique des chercheur·es qui l'étudient. Cette conférence vise donc à jeter des ponts entre ces différents contextes nationaux et disciplinaires, en réunissant des chercheur·es anglophones et francophones qui travaillent à la croisée des recherches sur les médias et sur les sexualités.

Nous appelons à des communications examinant tout type de processus de médiatisation de la sexualité, avec un intérêt particulier pour les genres et les secteurs médiatiques qui n'apparaissent pas comme « sexuels » à première vue. Le point de départ *queer* de ce colloque est en effet que tous les médias et toutes les technologies, y compris celles qui se présentent comme « non sexuelles », participent en fait activement de politiques sexuelles, par exemple à travers la mise en avant de la décence. Cela implique aussi que toutes les sexualités, y compris celles qui se présentent comme naturelles et intemporelles – à commencer par l'hétérosexualité – sont en fait le produit de processus socioculturels, dans lesquels les médias et les technologies jouent un rôle clé.

Production. Une première série de communications interrogera la place de la sexualité dans les industries médiatiques du passé et du présent, en mettant l'accent sur l'organisation du travail, sur les représentations médiatiques et/ou sur les infrastructures sociotechniques.

Journalisme. La sexualité, sous l'angle du plaisir ou de la violence, est un thème fréquent dans le discours journalistique ; et ce discours joue un rôle clé dans la distinction entre les « bons » et les « mauvais » usages de la sexualité. La sexualité intervient également dans le traitement journalistique de questions apparemment non sexuelles tels que les performances des athlètes ou les discours et actions des personnalités politiques. Comment la sexualité émerge-t-elle dans le discours journalistique ? Quelle est la place des journalistes femmes, féministes et LGBTQI dans la production des médias d'information ? À travers quels types de trajectoires les journalistes se spécialisent-elles/ils dans des sujets liés à la sexualité ?

Divertissement. Comment les controverses dans les espaces publics relatives à la censure de la sexualité ou au contraire à l'« hypersexualité » des cultures médiatiques travaillent-elles de l'intérieur les industries du numérique, de la musique, de la télévision, du cinéma et de la publicité ? Comment les industries culturelles en viennent-elles à envisager les contenus médiatiques à caractère sexuel comme une opportunité ou comme un risque économique ? Comment les personnes qui travaillent au sein des industries du divertissement sexuel sont-elles moralement (dis)qualifiées ?

Réseaux socio-numériques. Quelles sont les normes sexuelles qui organisent les plateformes de sociabilité centrées sur l'amitié, les loisirs, l'amour ou la sexualité ? Ces normes s'appliquent-elles de la même manière à tou·te·s les usagè·es ou est-ce que leur application opère selon un double standard de sexe, de race et de classe ? Quelle importance matérielle prennent ici les infrastructures (algorithmes, bases de données, etc.) ? Et quels rôles jouent les usagè·es dans la consolidation ou la contestation de ces normes ?

Régulation. Une deuxième série de communications interrogera la régulation des médias et des technologies, en décrivant le fonctionnement interne des dispositifs de censure et de modération et/ou en analysant les discours sur les publics « vulnérables » et « dangereux ».

Régulation étatique. Par quels processus historiques les dispositifs étatiques de régulation des médias et des technologies ont-ils émergé ? Comment les mouvements anti-pornographie et anti-prostitution ont-ils contribué à leur formation (par exemple, à travers les récentes lois FOSTA-SESTA aux États-Unis) ? Comment les jeunes, les femmes, la classe ouvrière et les personnes non-blanches ont-elles été présentées comme des publics inappropriés pour les images sexuelles ? Quelles sont les valeurs (par exemple la « dignité humaine ») et les données scientifiques (issues de la psychologie, de la criminologie, etc.) qui sont invoquées dans les comités d'experts ? Et quels sont les effets de ces dispositifs de régulation sur les espaces publics et les expériences ordinaires ?

Régulation privée. Les entreprises de médias et de technologies élaborent leurs propres dispositifs afin d'empêcher la circulation de contenus « inappropriés ». Comment la sexualité est-elle régulée par ces acteurs privés (notamment les plateformes numériques) et comment ces différents niveaux de régulation interagissent-ils les uns avec les autres ? Quelles activités sont nécessaires à l'identification et à la suppression des textes, images et vidéos qui transgressent ces règles ? Comment les mouvements conservateurs se mobilisent-ils pour limiter l'expression sexuelle en ligne ? Et comment les groupes marginalisés (par exemple les travailleurs·euses du sexe) s'organisent-ils contre de telles restrictions de leur expression publique ?

Comment soumettre une proposition de communication ? Nous invitons des propositions de communication en anglais ou en français, de toute discipline des sciences humaines et sociales, qui appréhendent de manière critique les médias et les sexualités. Les propositions doivent exposer clairement leur démarche théorique et méthodologique, dans la limite de 3000 signes. Elles sont à envoyer à mediasexlille2020@gmail.com avant le **6 janvier 2020**. Elles feront l'objet d'une évaluation en double aveugle par le comité scientifique. Les frais d'inscription seront de 150 € pour les chercheur·es statutaires et de 100 € pour les doctorant·es et les post-doctorant·es. Des exemptions pourront être accordées aux collègues précaires.

Mediating sexualities / Médiatiser les sexualités

The sexual politics of media production and regulation

Bilingual, international and interdisciplinary conference

Lille University, France, November 3rd-4th 2020

Call for Papers

Old and new media are often criticised for the way they frame and publicise sexuality. Conservative movements traditionally oppose the spread of “deviant” representations, invoking “family values” and “youth protection”. In contrast, feminist and LGBTIQ activism address the social division of labour within media industries and the cultural norms that organise both regimes of representation and systems of content regulation. Among other issues, the censorship of female nudity by social media platforms and the euphemising of lesbianism within the journalistic coverage of the women’s football World Cup have recently been at the heart of substantive debate around women’s bodies and sexualities.

It is now quite common to deal with these issues within English-speaking academia, where media and sexuality scholarship has gone through a process of institutionalisation. While this field of research is now developing in France, sexuality is still considered a “dirty” object within French media and communication studies, which undermines the academic legitimacy of scholars who study it. This conference thus aims at building bridges across national and disciplinary contexts by bringing together English and French-speaking scholars who work at the crossroads of media studies and sexuality studies.

We call for papers examining the processes through which sexuality is mediated, with special interest in media genres and sectors that may not appear as “sexual” at first sight. Indeed, the queer starting point of this conference is that all media, even those that present as “non-sexual”, are actually actively involved in sexual politics, for instance through the claim of sexual decency. This also implies that all sexualities, even those that present as natural and timeless – starting with heterosexuality –, are actually the product of cultural processes, in which the media play a key role.

Production. A first range of papers will address the place of sexuality in past and present contemporary media industries, by focusing on labour organisation, media representations and/or sociotechnical infrastructure.

Journalism. Sex, through the lens of pleasure or violence, is a frequent topic within journalistic discourse; and this discourse plays a key role in the distinction between “good” and “bad” uses of sex. Sexual politics are also at play in the journalistic coverage of apparently non-sexual issues such as sports and politics. How does sexuality emerge within this field of discourse? What is the place of women, feminist and LGBTIQ journalists in the production of news media? Through what kind of trajectories do journalists come to specialise in sex-related topics?

Entertainment. How do controversies in public spaces over censorship and “sexualisation” unfold within digital, music, television, film and advertising industries? How do cultural industries come to see the sexual media content as an economic risk or opportunity? And how are people who work in the sex entertainment industries morally (dis)qualified?

Social media. What are the sexual norms that organise digital platforms focused on friendship, leisure, love and/or sexuality? Do these norms apply equally to all users or are

they biased in terms of gender, race and class? How does infrastructure (algorithms, databases, etc.) matter here? And what roles do users play in consolidating and challenging these standards?

Regulation. A second range of papers will address the regulation of media and technology, by focusing on the internal functioning of censorship and moderation apparatuses as well as on discourses over “dangerous” and “vulnerable” audiences.

State regulations. Through which historical processes have modern State media regulation apparatuses emerged? How have anti-pornography and anti-sexwork movements contributed to their shaping (e.g. the recent FOSTA-SESTA laws in the US)? How have young people, women, working-class and people of colour been framed as inappropriate audiences for sexual images? What kind of values (e.g. “human dignity”) and scientific data (e.g. psychology, criminology, etc.) is invoked within expert committees? And what are the implications of such regulatory practices on public spaces and everyday-life experience?

Corporate regulations. Media and technology companies develop their own policies, taxonomies, devices, terms and conditions in order to prevent the circulation of “inappropriate” content. How is sexual media content framed by corporate regulations (esp. digital platforms) and what are the interactions between these different levels of regulation? What kind of activities are necessary to identify and suppress the texts, images and videos that transgress these rules? How are social media flagging devices used by conservative movements to limit online sexual expression? And how do sexually marginalised groups (e.g. sex workers) organise against such limitation of their online expression?

How to submit a paper proposal? We welcome paper proposals in English or French, from any social science or humanities discipline, that address both media and sexuality from a critical perspective. Proposals should be no more than 500 words and make clear their theoretical and methodological background. Proposals can be sent to mediasexlille2020@gmail.com until **January 6th, 2020**. They will undergo peer-review by the academic advisory board. Registration fees will be €150 for senior scholars and €100 for PhD candidates and Postdocs. Exemptions may be possible for unwaged scholars and colleagues facing casual contract situations.

Coordination du projet / *Project coordinators*

Béatrice Damian-Gaillard (Arènes, Université de Rennes 1)
Florian Vörös (GERiiCO, Université de Lille)

Comité d'organisation / *Organising committee*

Juliette Dalbavie (GERiiCO, Université de Lille)
Marion Dalibert (GERiiCO, Université de Lille)
Coralie Le Caroff (GERiiCO, Université de Lille)
Béatrice Micheau (GERiiCO, Université de Lille)
Sandy Montañola (Arènes, Université de Rennes 1)
Eugénie Saitta (Arènes, Université de Rennes 1)
Steve Hill (Université Rennes 1)

Comité scientifique / *Academic advisory board*

Marie Bergström (Institut national d'études démographiques, France)
Maxime Cervulle (CEMTI, Université Paris 8, France)
Valérie Devillard (CARISM, Université Paris 2, France)
Katrien Jacobs (Hong Kong University, China)
Kylie Jarrett (Maynooth University, Ireland)
Stéphanie Kunert (ELICO, Université Lyon 2, France)
John Mercer (Birmingham City University, UK)
Elisabeth Mercier (Université Laval, Canada)
Sharif Mowlabocus (Fordham University, USA)
Susanna Paasonen (Turku University, Finland)
Saul Pandelakis (LLA-CREATIS, Université Toulouse Jean Jaurès, France)
Robert Payne (American University of Paris, France)
Nelly Quemener (IMRECCEN, Université Sorbonne Nouvelle, France)
Kane Race (University of Sydney, Australia)
Laurence Rosier (Université Libre de Bruxelles, Belgique)
Clarissa Smith (University of Sunderland, UK)
Mathieu Trachman (Institut national d'études démographiques, France)

